



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 34

Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires

Présentation

Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre de l'Éducation



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à assurer la reprise du transport des élèves dans certaines commissions scolaires.

Le projet détermine l'augmentation de salaire des salariés d'Autobus Terrebonne Inc. jusqu'au 31 août 1986. Il prévoit de plus la formation d'un conseil de médiation qui devra faire des recommandations aux parties sur la rémunération applicable au cours de la prochaine convention collective.

Projet de loi 34

Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« association de salariés »: le Syndicat des Autobus Terrebonne;

« employeur »: Autobus Terrebonne Inc.;

« salarié »: un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), qui était à l'emploi d'Autobus Terrebonne Inc. le 20 octobre 1985 ou qui l'est devenu par la suite et qui est compris dans une unité de négociation pour laquelle l'association de salariés est accréditée.

SECTION II

REPRISE DES SERVICES

2. Un salarié doit, à compter de 00h01 le 27 mars 1986, retourner au travail et accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions compte tenu de l'horaire de travail et des autres conditions de travail qui lui sont applicables, sans arrêt, ralentissement ou diminution de ses activités normales.

Toutefois, dans le cas des chauffeurs, cette obligation ne s'applique qu'à compter du 1^{er} avril 1986.

3. L'employeur ainsi que ses dirigeants doivent, à compter du même moment, prendre les moyens appropriés pour organiser les services de transport et, à compter du 1^{er} avril 1986, dispenser ces services aux élèves des commissions scolaires concernées.

4. Il est interdit à un salarié, par omission ou autrement, de faire obstacle au fonctionnement normal des services que l'employeur doit organiser et fournir suivant l'article 3.

5. L'association de salariés ainsi que ses dirigeants doivent prendre des mesures appropriées pour amener les membres de l'association à se conformer à l'article 2.

SECTION III

CONDITIONS DE TRAVAIL

6. La convention collective en vigueur entre l'association de salariés et l'employeur est modifiée de manière à donner effet aux stipulations prévues à l'annexe de la présente loi.

7. La convention collective ainsi modifiée est une convention collective au sens du Code du travail.

Elle lie les parties jusqu'au 31 août 1986.

SECTION IV

CONSEIL DE MÉDIATION

8. Est constitué un conseil de médiation de trois membres dont un président.

9. Chaque partie nomme un membre du conseil de médiation.

Le président est nommé par le ministre après consultation des parties.

À défaut par une partie de se prévaloir du premier alinéa avant le (*insérer ici la date du dixième jour suivant celle du jour de la sanction de la présente loi*), le membre est nommé par le ministre.

10. Le conseil de médiation a pour mandat de faire aux parties des recommandations sur la rémunération applicable pour la durée de la prochaine convention collective.

11. Le conseil de médiation transmet, au plus tard le 31 août 1986, son rapport aux parties et en expédie en même temps une copie au ministre du Travail.

SECTION V

SANCTIONS PÉNALES

12. Quiconque contrevient ou incite ou encourage une personne à contrevenir aux articles 2, 3 ou 4 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, d'une amende:

1° de 25 \$ à 100 \$ s'il s'agit d'un salarié ou d'une autre personne physique non visée dans le paragraphe 2°;

2° de 1 000 \$ à 10 000 \$ s'il s'agit d'une personne qui, le 26 mars 1986, était un dirigeant, employé ou représentant d'une association de salariés, d'une union, fédération, confédération, centrale, conseil ou syndicat ou un dirigeant ou un représentant de l'employeur ou qui l'est devenue par la suite;

3° de 5 000 \$ à 50 000 \$ s'il s'agit de l'employeur ou d'une association de salariés, d'une union, fédération, confédération, centrale, conseil ou syndicat.

13. L'association de salariés ou un de ses dirigeants qui ne se conforme pas à l'article 5 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 2° ou 3° de l'article 12, selon le cas, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel un salarié de cette association contrevient à l'article 2.

14. La poursuite d'une infraction prévue aux articles 12 et 13 est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

15. La section II cesse d'avoir effet le 31 août 1986 ou à une date antérieure fixée par décret du gouvernement.

16. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE

Stipulations modifiant la convention collective entre l'employeur et l'association de salariés

- 1- Les taux de salaires sont majorés de 3.5% à compter du 31 août 1985.
- 2- L'article 28.02 de la convention collective cesse d'avoir effet.